

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX (1) 43.31.19.83  
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1533 - 1er novembre 1990 - 6 F

### D 1533 CUBA: L'AFFAIRE TANIA DÍAZ CASTRO

Le 6 mars 1990, Cuba faisait l'objet d'une résolution de la Commission des droits de l'homme de l'ONU dans le cadre de sa 46e session tenue à Genève du 29 janvier au 9 mars. Le gouvernement cubain se voyait reprocher - par 19 voix contre 12, et 12 abstentions (résolution 1990/48) - l'emprisonnement de plusieurs responsables d'organismes de droits de l'homme ayant témoigné devant cette Commission de l'ONU à Genève en 1988. Il s'agissait en particulier de Mme Tania Díaz Castro, fondatrice - en juillet 1988 - et secrétaire générale du Parti des droits de l'homme (PDH), condamnée le 29 novembre 1988 à un an d'emprisonnement. Libérée en novembre 1989, elle recevait en janvier 1990 l'autorisation de quitter le pays mais décidait de rester.

Suite à la condamnation de Cuba à Genève, elle était arrêtée le 10 mars avec six autres militants des droits de l'homme. Motif invoqué: elle aurait adressé une "lettre de félicitations" à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, et préparé le 8 mars à l'ambassade de RFA à La Havane un voyage de propagande contre Cuba en Europe.

Le 19 juillet 1990, soit un peu plus de quatre mois plus tard, la télévision cubaine présentait Mme Tania Díaz Castro faisant des "aveux" sur sa machination... Sa prestation télévisée avait été filmée alors qu'elle était encore détenue, pour servir d'introduction et de conclusion - par montage vidéo - aux déclarations de trois "disidents repentis" réfugiés à l'ambassade de Tchécoslovaquie à La Havane du 9 au 16 juillet 1990.

Le 5 septembre suivant, d'après une dépêche de l'AFP, Mme Tania Díaz Castro renouvelait ses "aveux" devant des journalistes étrangers et la télévision cubaine.

Cet épisode, qui selon toute vraisemblance relève du "lavage de cerveau" analogue à celui qui avait été pratiqué sur la personne du jésuite Luís Pellecer au Guatemala en 1981 par un Etat de signe idéologique inverse (cf. DIAL D 742, 743 et 744), appelle les remarques suivantes:

- 1) le retournement d'opinion est total et brutal; il est ouvertement reconnu comme tel par l'intéressée et par l'entourage;
- 2) ce retournement se produit après une détention d'environ quatre mois au secret absolu dans les services de sécurité de l'Etat (comme pour le P. Doudko à Moscou et le P. Pellecer au Guatemala en 1981);
- 3) l'exploitation télévisée de tels "aveux" s'inscrit dans une stratégie politique de discrédit des groupes d'opposition dans l'opinion publique du pays;
- 4) le mystère reste total sur les moyens physiques, psychologiques et chimiques employés pour affaiblir le psychisme de la personne traitée et modifier du tout au tout sa personnalité;
- 5) cet enfermement psychique est durable: il ne faut pas s'attendre avant longtemps à un "désaveu" de la part de la personne traitée;
- 6) si l'on compare certaines déclarations de Mme Tania Díaz Castro et du P. Luís Pellecer, on constate d'étranges similitudes en dépit du contexte politique inverse (démocratie populaire à Cuba, "civilisation occidentale et chrétienne" au Guatemala), par exemple sur l'incrédulité devant leur nouvelle position idéologique, ou sur le comportement "humain" des membres des services de sécurité de l'Etat.

Nous donnons ci-dessous:

- 1) la structure de l'émission télévisée du 19 juillet 1990;
- 2) les déclarations télévisées de Mme Tania Díaz le 19 juillet, alors qu'elle était encore détenue;
- 3) le texte de la dépêche de l'AFP du 6 septembre sur la conférence de presse de Mme Tania Díaz à des journalistes étrangers, à son domicile, le 5 septembre 1990.

Note DIAL

## 1. Structure de l'émission de télévision du 19 juillet 1990 sur ce que la presse cubaine appelle "Témoignages sur la provocation à l'ambassade de la République tchèque et slovaque"

- I. Séquence avec deux dissidents en détention
  1. Témoignage de Pablo Roberto Pupo Sánchez (dissident, président de l'Association pour l'art libre - APAL, sorti de prison le 26 février 1990, à nouveau arrêté le 10 mars)
  - \* 2. Premier témoignage de Tania Díaz Castro
- II. Séquence avec trois anciens réfugiés à l'ambassade de Tchécoslovaquie
  3. Premier témoignage de Lázaro Angel Cabrera Puente
  4. Témoignage de Jorge Luis Becerra
  5. Témoignage de Carlos Eladio Novoa Ponce
  6. Deuxième témoignage de Lázaro Angel Cabrera Puente
- III. Séquence de conclusion
  - \* 7. Deuxième témoignage de Tania Díaz Castro

## 2. Déclarations télévisées de Mme Tania Díaz Castro le 19 juillet 1990

(A propos d'un plan d'occupations d'ambassades à La Havane, en début mars, pour faire pression sur la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève alors en session de travail.)

\* 1) (...) \_\_\_\_\_

**Irma Caceres (journaliste)** - Et à qui d'autre, à votre connaissance, a-t-on proposé de participer à cette activité?

**Pablo Roberto Pupo Sánchez** - La deuxième personne qui intervient est Mme Tania Díaz Castro. Au moment où Lázaro m'a fait cette proposition, où il m'a mis au courant de la situation, Tania était aussi présente et elle nous a expliqué à tous deux ce début du plan.

**Tania Díaz Castro** - Ensuite Pupo est venu chez moi et il m'a parlé de quelque chose, mais d'une manière assez vague. Vendredi matin (1), il m'a emmené à l'ambassade allemande et m'a dit que Schaller, un fonctionnaire de cette ambassade, voulait me voir, me parler. Nous sommes arrivés, vers 11 H ou midi, je sais que le soleil était très chaud... la porte s'est ouverte et un Allemand est apparu. Il nous a dit que seuls Lázaro et moi étions autorisés à entrer, personne d'autre. La sentinelle avait entendu, le Cubain avait entendu que la troisième personne ne pouvait pas entrer. C'est alors que j'ai dit à Lázaro: Entre et dis à ce fonctionnaire que si Pupo n'entre pas, je n'entrerai pas non plus, je ne vais pas laisser Pupo dehors à m'attendre, ça n'a pas de sens et en plus je ne vois pas pourquoi Pupo ne pourrait pas être présent. Le fonctionnaire est entré puis il est ressorti et nous a fait entrer tous les trois. Autrement dit l'idée était de parler avec moi en privé, avec moi et Lázaro. Quand nous sommes passés dans son bureau il nous a invités à nous asseoir, nous a offert du café. Lázaro a continué à parler du plan. J'ai commencé à insister, demander des explications: finalement, comment les choses vont-elles se passer? Est-ce que nous n'aurons pas de problèmes? Non, je ne crois pas que vous ayez de problèmes; des organisations culturelles vont organiser votre tournée à travers plusieurs pays. J'ai demandé: Mais pourquoi? Il m'a répondu: Nous voulons vous protéger en tant qu'intellectuels. Lázaro a voulu savoir combien nous serions. Et puis Lázaro a dit: Tous ceux que Tania voudra. J'ai réagi: Comment, tous ceux que je voudrai? - Mais si, mais si, un groupe. J'ai dit: Non, je ne vais pas compter sur d'autres personnes sans savoir... L'idée de groupe ne m'a pas plu.

(1) Le 9 mars, trois jours après la condamnation de Cuba à l'ONU, et veille de l'arrestation de Mme Díaz (NdE).

**Francisco Forteza (journaliste)** - Une petite précision, s'il vous plaît. Le groupe au complet devait entrer d'abord à l'ambassade ou entreprendre des démarches légales de sortie du pays?

**Tania Díaz Castro** - Oui, il fallait entrer à l'ambassade.

**Francisco Forteza (journaliste)** - La première condition était que le groupe entier entre à l'ambassade, et plus il y aurait de monde mieux cela vaudrait.

**Tania Díaz Castro** - Oui, enfin... un groupe.

**Francisco Forteza (journaliste)** - Oui, un groupe, disons dix, quinze, vingt personnes.

**Pedro Martínez Pires (journaliste)** - Ceci pour faire pression sur le gouvernement de Cuba pour que, disons, il délivre les permis de sortie correspondants, de sorte que le groupe réalise sa tournée sous les auspices de ces fondations ouest-allemandes et parlent de prétendues violations des droits de l'homme à Cuba.

**Tania Díaz Castro** - Oui, c'est mon avis, car il est clair aujourd'hui qu'ils essayaient de monter un scandale, puisqu'il n'y avait aucune protection. J'ai analysé la liste du journal, et je n'y ai pas trouvé un seul intellectuel. Quels intellectuels allaient-ils donc protéger? Il n'y en avait pas un seul.

**Pedro Martínez Pires (journaliste)** - Et quel lien y a-t-il entre la Section des intérêts<sup>(2)</sup> et l'ambassade de la RFA à La Havane? Car on voit bien qu'il y a un lien...

**Tania Díaz Castro** - Voilà ce que j'ignore, mais c'est un fait qu'il y a un lien. Il est évident que l'affaire a été planifiée à la Section des intérêts, qu'elle en vient tout droit. Cela, j'en suis absolument certaine. Et quand nous..., quand je lui dis que non, qu'il n'était pas question de groupe, que si cela se faisait nous nous en chargerions tous les trois exclusivement et qu'à mon avis - je l'ai dit à Schaller - le camarade Lázaro n'était pas le mieux indiqué pour partir avec nous... Je l'ai dit devant lui et il était tout surpris. Mais pourquoi donc? me demande Lázaro. Voyons, parce que tu n'es même pas membre du Parti Pro-Droits de l'homme; tu n'es pas non plus un intellectuel, alors, de quelle protection as-tu besoin? Quel est ton problème? Il se propose alors comme accompagnant. Un accompagnant? D'accord pour un accompagnant. Mais quand nous sommes sortis... Au fait, il avait été dit que ce serait à l'ambassade du Canada. On n'a pas fixé le jour parce que je lui disais que je voulais encore y réfléchir.

**Pedro Martínez Pires (journaliste)** - Autrement dit, l'idée part de la Section des intérêts, la réunion a lieu à l'ambassade de la RFA à La Havane...

**Tania Díaz Castro** - Oui.

**Pedro Martínez Pires (journaliste)** - Et c'est à l'ambassade du Canada...

**Tania Díaz Castro** - Oui, c'est à l'ambassade du Canada que nous devons aller.

**Pedro Martínez Pires (journaliste)** - C'était, disons, celle qui se prêtait.

**Tania Díaz Castro** - Oui.

**Pedro Martínez Pires (journaliste)** - Et les diplomates canadiens le savaient?

**Tania Díaz Castro** - Cela, je n'en sais rien, je ne suis pas allée à l'ambassade du Canada. Donc, quand nous sommes sortis de l'ambassade allemande, il s'est produit

(2) Section des intérêts nord-américains: bureau de La Havane, en l'absence de relations diplomatiques et d'ambassade (NdE).

quelque chose d'insolite. C'est là que je me suis rendu compte de tout, c'est la preuve, la seule preuve que j'ai, le reste n'est que déductions, déductions logiques. Nous marchions sur l'avenue, je ne sais plus trop laquelle, je pense qu'il s'agit de la cinquième avenue, nous bavardions sans nous occuper de rien quand nous tombons sur la voiture d'Ana Evans (3) qui était en train d'entrer dans son garage. Elle nous fait un signe de la main et Lázaro dit: regarde, c'est Ana Evans. Je propose d'aller la saluer; nous y allons et dans le garage, à l'entrée de sa maison, elle sort de sa voiture et Lázaro lui dit: "Ça y est, Tania est d'accord."

**Francisco Forteza (journaliste)** - Vous y voyez, naturellement, un antécédent de ce qui vient de se passer à l'ambassade tchèque?

**Tania Díaz Castro** - Comment?

**Francisco Forteza (journaliste)** - Un antécédent de ce qui se passe maintenant... (4)

**Tania Díaz Castro** - Bien sûr.

**Francisco Forteza (journaliste)** - C'est la même histoire, et cela se passait en mars.

**Tania Díaz Castro** - Le 9 mars, ce que je vous raconte s'est passé le 9 mars. Il n'était pas question que personne saute par-dessus un mur. Le fonctionnaire devait être prévenu et nous laisser entrer tout de suite.

**Francisco Forteza (journaliste)** - Alors, toute cette affaire ne vous a pas surprise?

**Tania Díaz Castro** - Non, ça ne m'a pas surprise du tout. Quand j'ai entendu parler à la télévision d'un groupe qui était entré à l'ambassade de Tchécoslovaquie, d'une tournée dans plusieurs pays, tout de suite je me...

**Francisco Forteza (journaliste)** - Vous vous êtes rappelée tout ce qui s'était passé avant.

**Tania Díaz Castro** - Oui, tout de suite, et j'ai dit: C'est un piège, un coup monté.

\* 2) (...) \_\_\_\_\_

**Pedro Martínez Pires (journaliste)** - Croyez-vous qu'il y ait eu un cas de réfugié politique parmi les personnes qui se sont introduites à l'ambassade de Tchécoslovaquie?

**Tania Díaz Castro** - Non, aucun! J'en connais plusieurs. il s'agit d'un coup monté pour susciter un scandale et, qui sait, d'autres conséquences pires que celles-ci, où il y a juste eu quelques meubles lancés par la fenêtre et scandale. Ils auraient sans doute voulu qu'il y ait un mort, un martyr. Ils veulent à tout prix leur martyr des droits de l'homme et ils ne le trouvent pas.

**Pedro Martínez Pires (journaliste)** - Vos déclarations risquent, me semble-t-il, de causer une commotion dans des cercles bien déterminés, à Miami par exemple, où il existe une droite de l'émigration cubaine qui contrôle les médias et le pouvoir économique, qui est très proche de l'administration Bush et qui est très impliquée dans cette intensification des pressions sur Cuba.

Tania, ne croiront-ils pas que vous avez été forcée de faire ces déclarations?

[3] Nord-Américaine en poste à la Section des intérêts nord-américains à La Havane [NdE]

[4] Les Cubains réfugiés à l'ambassade de Tchécoslovaquie étant restés là du 9 au 16 juillet, on peut en conclure que la prestation de Mme Díaz a été enregistrée avant le 16 juillet [NdE].

**Tania Díaz Castro** - Bien sûr que si, et ils penseront que j'essaie ainsi de m'épargner une peine de prison. Il serait regrettable qu'ils croient que j'ai dit tout cela sous l'effet de pressions ou de chantage, ou que sais-je d'une forme quelconque de coercition. Car il n'y a rien eu de tel.

**Pedro Martínez Pires (journaliste)** - C'était dans les journées de Genève, et vous êtes allée jusqu'à écrire un document dans lequel vous félicitez pratiquement le gouvernement nord-américain...

**Tania Díaz Castro** - Oui, je l'ai écrit.

**Pedro Martínez Pires (journaliste)**- Quelque chose de douloureux, disons, pour...

**Tania Díaz Castro** - Oui...

**Pedro Martínez Pires (journaliste)** - ... pour Cuba, cette trahison qui se produit à Genève, le nouveau rapport de forces qui s'y établit, tout le travail qu'ont fait les Etats-Unis... Pensez-vous que peut-être, d'une certaine manière, Lázaro, d'autres personnes et vous-même avez été manipulés, utilisés au service de toute cette campagne anticubaine?

**Tania Díaz Castro** - Oui, malheureusement il en a été ainsi. C'est déplorable mais c'est vrai.

### 3. Dépêche de l'AFP du 6 septembre 1990 sur la conférence de presse de Mme Díaz le 5 septembre, après sa remise en liberté le 4 septembre 1990

Cuba-dissidents,

Spectaculaire revirement de la dirigeante d'un groupe des droits de l'homme

La Havane, 6 sept (AFP) - La secrétaire générale du Parti cubain pour les droits de l'Homme, Tania Díaz Castro, a effectué mercredi un spectaculaire revirement en faisant son autocritique publique devant des journalistes étrangers et la télévision cubaine.

Le Parti cubain des droits de l'Homme "n'existe pas" puisqu'il "n'a jamais dépassé les 600 membres" et il est "manipulé" par les Etats-Unis, a déclaré la secrétaire générale - libérée mardi et en instance de jugement - qui recevait les journalistes à son domicile à La Havane.

Concernant les accusations retenues contre elle, Mme Díaz a précisé qu'elle pensait comparaître "pour association illicite" mais n'en était "pas très sûre", ajoutant qu'elle ignorait la date du procès.

En 1989, elle avait été condamnée pour "outrage" et "scandale public".

Les journalistes étrangers ont noté une profonde métamorphose des positions politiques de la "dissidente" qui a nié l'utilité du multipartisme à Cuba. "Il n'est pas nécessaire et le peuple ne l'accepterait pas. De surcroît, cela entraînerait division et chaos", a-t-elle affirmé.

Mme Díaz a aussi déclaré qu'à Cuba, "les militants pour les droits de l'Homme ne sont rien d'autre que des soldats et des confidentes de la Section des intérêts des Etats-Unis" (représentation diplomatique américaine à La Havane).

Ses propos ont été aussi acerbes en ce qui concerne le secrétaire général du Comité cubain pour les droits de l'Homme, Gustavo Arcos, proposé récemment à la candidature pour le prix Nobel de la Paix par des sénateurs brésiliens, et qu'elle a accusé d'être "une personne très égoïste (...) dont l'objectif est de quitter" Cuba.

Le Parti comme le comité cubain pour les droits de l'Homme sont qualifiés de "groupuscules" par le gouvernement qui leur refuse tout statut légal.

Au cours de sa conférence de presse, Mme Díaz a adopté une attitude de repentie: "avant (la dernière détention) j'avais un voile sur les yeux et j'agissais par ressentiment et amertume", a-t-elle déclaré.

Elle a en outre affirmé que son arrestation avait été utile: "Dès mon arrivée à la Sécurité d'Etat, j'étais disposée à dialoguer... d'abord argumentant, nous avons fini par converser. Ils se sont montrés très humains avec moi, très respectueux" a-t-elle indiqué, ajoutant qu'elle avait trouvé là "une période de profonde réflexion très positive sur le plan personnel".

(Traduction Granma pour le document n° 2)